

d'être la proposition du secrétaire général,— ce grand homme si impartial,— et qu'elle a été adoptée par les États-Unis d'Amérique,— je peux en parler bien franchement car tous ces renseignements ont paru dans les journaux,— cela a éveillé des soupçons de l'autre côté du rideau de fer et a même soulevé dans l'esprit des nations indépendantes des doutes qu'elles n'auraient peut-être pas eus si la proposition avait été la seule initiative du secrétaire général ou d'une délégation d'une puissance moyenne ou petite. J'espère donc que malgré cet échec subi à la dernière assemblée, on pourra réaliser quelque progrès à la prochaine.

Le ministre a parlé longuement du désarmement nucléaire, et ceux d'entre nous qui ont suivi ces interminables discussions tenues à Genève, qui avaient paru commencer dans une atmosphère d'espoir, ont raison de se sentir découragés. Je ne vois guère de possibilité de progrès tant qu'il sera reconnu, comme tous ceux qui participent aux pourparlers semblent le reconnaître actuellement, qu'il faut un système de surveillance et de contrôle à toute épreuve, et tant que les Russes ne seront disposés à accepter ce contrôle qu'à la condition d'exercer un veto sur les actes de l'organisme de contrôle.

Je me souviens qu'en mars dernier, durant la campagne électorale, le ministre était loin d'insister sur la nécessité d'un système d'inspection et de contrôle comme condition préalable même à la suspension temporaire des essais. Son attitude était la même que la mienne à cette époque. Je croyais alors à la possibilité de s'entendre sur une suspension temporaire des essais, dont on constate aujourd'hui qu'ils ont des effets dangereux sur l'atmosphère, car j'avais lu alors,—j'ai étudié un peu la question depuis,—qu'il serait possible de violer une entente par laquelle on se serait engagé à ne pas déclencher d'explosion nucléaire sans que cette violation ne puisse être décelée par quelque autre pays. De très grands hommes de science m'ont répété de nouveau depuis qu'un tel engagement ne saurait être violé sans que la chose soit connue.

Or il semble que cela ne soit plus exact aujourd'hui. Sans doute, les Russes sont-ils les premiers responsables d'avoir empêché la conclusion d'une entente, comportant inspection et contrôle, mais le ministre se souviendra qu'il y a quelques semaines seulement, des déclarations émanant de Washington affirmaient que même le contrôle international et l'inspection n'offrent peut-être pas assez de garanties pour que le gouvernement des États-Unis consente à conclure une entente de ce genre, l'entente pouvant être violée sans que l'organisme international de contrôle en sache rien. C'est dire que la situation semble être devenue très confuse, et que ceux d'entre

nous qui estimaient qu'on arriverait peut-être à faire quelque chose, à Genève, pour résoudre cet important et grave problème, ont un peu raison de céder au découragement.

La question du désarmement est plus que jamais dans une impasse. Autrefois elle était confiée à un sous-comité de désarmement des Nations Unies, petit groupe de cinq membres, dont le Canada, qui pouvait tout au moins faire un certain déblayage sur le plan technique; mais à la suite de toutes ces discussions qui ont eu lieu depuis deux ou trois ans, la question est aujourd'hui entre les mains d'une commission du désarmement de 82 membres. On ne peut guère escompter de progrès d'une commission de désarmement de 82 membres. Je sais combien la question est épineuse, car elle est liée à des considérations politiques. A mon sens, la seule proposition de désarmement vraiment sensée, au point de vue de la possibilité de son application concrète, c'est celle qui fut avancée, il y a quelques années par le premier ministre de France, M. Edgar Faure. Selon lui, chaque pays devrait s'engager à consacrer un certain pourcentage de son budget d'armement de l'année précédente à une grande entreprise de mise en valeur dirigée par les Nations Unies. Cette proposition, comme disait M. Faure, serait au moins rentable en ce sens que, si un pays consent à consacrer 20 p. 100 de son dernier budget de défense à des travaux de mise en valeur entrepris par les Nations Unies ou par quelque autre organisme international, il peut tricher sur le montant qu'il a consacré aux armements, mais il ne peut tricher sur les 20 p. 100 remis à l'organisme chargé des travaux de mise en valeur. Quoi qu'il en soit, on a avancé bien d'autres propositions qui n'ont semblé aboutir à rien, et je ne pense pas que la perspective immédiate soit très encourageante.

Tous ces problèmes, et bien d'autres que j'aborderais si j'en avais le temps, sont des manifestations, et dans certains cas des manifestations assez sombres, de ce que le ministre appelle le conflit Orient-Occident. Le problème fondamental qui sépare les pays d'allégeance communiste impérialiste et les pays qui sont décidés à sauvegarder leurs institutions libres, leurs méthodes démocratiques et leur mode de vie contre le totalitarisme réactionnaire, c'est, selon moi, la peur. J'espère que les peuples libres du monde sauront faire l'effort voulu pour ce qui est du coût de la défense nécessaire en l'occurrence et aussi en ce qui concerne une diplomatie à base d'imagination et de souplesse, qualités qui jouent aussi un rôle très important dans la défense. Mais il n'y a pas le moindre doute, selon moi, qu'un des principaux éléments de conflit, c'est la peur